



## **25<sup>e</sup> SOMMET FRANCE-AFRIQUE : Du partenariat "décomplexé" au partenariat "choisi"**

Dr Yves Ekoué Amaïzo  
Directeur du Groupe de réflexion, d'action et d'influence "Afrology"  
2 juin 2010

Les deux jours d'échanges entre la France et l'Afrique lors du 25<sup>e</sup> sommet Afrique-France (31 mai/1<sup>er</sup> juin 2010) à Nice en France ne représentent pas une rupture mais un nouveau format permettant de bouger les lignes sans que les choses ne changent. Mais, on a pu se dire quelques vérités à huis clos surtout entre les dirigeants "anglophones" et les dirigeants "français". De nombreux responsables francophones se sont contentés de s'aligner sur la langue du "bois d'ébène".

### **1. Cinquantième des indépendances ou la fin de l'hégémonie française**

Il faut conclure que l'hégémonie discrète de la France sur l'Afrique francophone ne donne pas les résultats escomptés et n'a pas contribué ni à l'arrimage de la vérité des urnes ni à la vérité des comptes de faire des progrès en Afrique. Alors en changeant le format en associant non seulement tous les pays africains mais aussi une partie de la société civile et le secteur privé français de moins en moins compétitif en Afrique, le Président français, Nicolas Sarkozy, a en fait implicitement reconnu la difficulté à maintenir la position d'hégémonie, doublée parfois d'arrogance et de méconnaissance de la culture et des us et coutumes africains. Le Président français a opté pour un nouveau paradigme : la transparence choisie qui permet de ne mettre à l'ordre du jour que les sujets qui ne fâchent pas. La rupture avec la monnaie Franc de la communauté France Afrique (FCFA) n'était pas sur l'agenda pour ne prendre que cet exemple. Cette transparence choisie repose sur des "relations décomplexées" où ingérence et indifférence sont à proscrire au plan officiel. En réalité, cette nouvelle approche donne libre-court aux réseaux officieux, ésotériques et autres et devrait refonder la Françafrique laquelle, semble-t-il, d'après les officiels français n'existe "plus".

Le Président sud-africain Jacob Zuma a trouvé la bonne formule en concluant comme suit : « Ce sommet a été très utile pour la France et pour nous ». En évitant de faire dans la langue de bois d'ébène, voire la langue de baobab de certains présidents de pays francophones, il a rappelé que si le Président français a un style direct et clair, donc décomplexé, les pays africains le sont tout aussi. Le Président rwandais, Paul Kagamé, a même confirmé ce point en rappelant que la coopération entre un Etat et une région comme l'Afrique ne peut se faire que sur la base du partenariat : *"Il nous faut des partenaires - la France, l'Allemagne ou la Chine -, pas des maîtres"*. La rupture avec la condescendance de la France est claire pour certains chefs d'Etat, alors que cette rupture de façade reste de mise pour un grand nombre de pays francophones. Les présidents francophones semblent être un problème pour l'image du Président français qui l'a bien compris en choisissant de promouvoir sa "communication" autour des Présidents perçus comme les plus sérieux, responsables ou démocrates non sans parler de "sages" qu'il a choisi lui-même puisque le Président sénégalais, Abdoulaye Wade, n'a pas été remarqué contrairement à son habitude dans ce genre de forum. Les raisons de l'invitation de Goodluck Jonathan, le Président de la République fédérale du Nigeria, n'ont échappé à personne. Les ressources énergétiques,

notamment pétrolières doivent être "sécurisées" en termes d'approvisionnement. En réalité, il s'agit de nouvelles formes de négociation fondée plus sur les intérêts "bien compris" et moins sur les intérêts "partagés". Dans la pratique, c'est bien le Peuple africain qui demeure marginalisé, considéré comme une variable sans "impact" sur le partenariat décomplexé.

## 2. Promotion du Coup d'Etat démocratique

En invitant les dirigeants de Guinée ou du Niger qui ont accédé au pouvoir par un coup d'Etat, sanglant pour la Guinée, la France semble donner indirectement un blanc-seing à une vraie rupture : le Coup d'Etat démocratique. Cela devrait donner des idées à quelques militaires républicains en Afrique. C'est peut-être cela la "rupture à petits pas".

## 3. Réformer le Conseil de sécurité sur une base régionale

L'accent mis sur la place de l'Afrique dans le cadre des réformes du conseil de sécurité est un faux débat. Même si les Africains insistent pour avoir deux postes permanents avec droit de veto, il faut regretter que l'Union africaine n'ait pas fait l'effort de remettre en cause tout le paradigme datant de l'après-guerre où l'Afrique ne peut que s'aligner sur les positions des pays "alliés", ceux qui ont gagné la 2e guerre mondiale.

L'Afrique de l'indépendance et pour certains de la postcolonie, ne doit pas accepter le format actuel du conseil de sécurité qui discrimine complètement l'Afrique. S'aligner sur la position française qui propose de défendre une place pour l'Afrique dans le Conseil de Sécurité, c'est accepter le paradigme de la puissance militaire et économique comme critère déterminant au sein du Conseil de Sécurité. Il faut changer de paradigme en optant, avec audace et courage, pour une approche régionale avec des ajustements prenant en compte la vulnérabilité et le niveau de démocratisation des groupes régionaux. Avec cette nouvelle approche, on irait vers plus d'égalité entre les pays et régions du monde. Là encore, le Président sud-africain Jacob Zuma fait un état des lieux bien consternant pour les membres actuels du conseil de sécurité : « *Les temps ont changé. Des institutions qui datent de 1940 ne peuvent plus gérer les affaires du monde* ».

Il est donc conseillé à l'Union africaine de faire preuve de plus d'audace, d'imagination afin d'amener des experts indépendants africains à contribuer activement à offrir des idées opérationnelles et novatrices aux Chefs d'Etat africains; ceci notamment lors du prochain sommet de l'Union africaine laquelle devrait clarifier la stratégie africaine pour la réforme des Nations Unies et surtout introduire un peu plus de transparence par un processus de vote à bulletin secret pour choisir l'option finale quant à la représentation africaine effective au sein du Conseil de Sécurité. Il n'est donc plus question de croire que l'Afrique du Sud seule peut représenter l'Afrique comme l'a unilatéralement décidé le G20.

Il est question pour les dirigeants africains de comprendre que la place de l'Afrique dans la gouvernance mondiale ne dépend que d'eux s'ils pratiquent la vérité des urnes et la vérité des comptes afin d'assurer une croissance économique partagée avec les populations africaines et d'assurer graduellement la participation de ces dernières dans le jeu démocratique local. L'absence de légitimité et des économies extraverties servant principalement les Nations



Occidentales sous le couvert d'un partenariat décomplexé, ne peuvent en rien faire avancer l'Afrique vers une société de confiance où il fait bon vivre.

#### **4. La régularisation de sans-papiers à la tête du client**

En dehors des enceintes feutrées du Sommet, des manifestations ont eu lieu notamment en faveur des "sans-papiers" qui payent des impôts en France, y sont installés depuis des années et travaillent pour des entreprises françaises lesquelles, par le jeu de sous-traitance, finissent par utiliser ces travailleurs pour refaire à neuf le parlement français. Mais voilà, une fois le travail effectué à la satisfaction du client, ces étrangers devenus indésirables sont priés de quitter la France sans papiers. Cette immigration choisie reposant sur la régularisation à l'emporte-pièce, alors que c'est le patronat français qui recrute des travailleurs sans papiers, n'honore pas la France. Cette régularisation choisie gagnerait à reposer sur un paradigme plus efficace pour les deux parties en optant pour le paradigme de la migration circulaire en remontant à la source du problème : l'inexistence d'une véritable politique de mobilité de l'emploi entre la France et les pays africains.

#### **5. Afrique et l'Europe : vers un partenariat "négocié"**

Le partenariat du Président français est fondé sur le pragmatisme. Mais ce partenariat "décomplexé" qui n'est rien autre que du partenariat "choisi" ne peut fonctionner à sens unique. Peut-être qu'avec quelques chefs d'Etat africains adeptes de la contre-vérité des urnes, de la contre-vérité des comptes et donc de la démocratie de façade et de la mauvaise gouvernance, cette relation gagnant-perdant peut encore durer quelques années mais les populations africaines qui ont été les grandes absentes de ce sommet, pourraient décider aussi de choisir leurs dirigeants, ceux qui ne passent pas les intérêts africains en priorité seconde, loin derrière les intérêts des pays occidentaux. Cette dynamique est en cours et ce serait une véritable erreur stratégique pour la France de ne pas le voir ou de feindre de ne pas le voir.

Il faut retenir de ce 25e sommet France-Afrique que l'Afrique francophone se voit offrir de manière complexée de quitter la gestion passée de la postcolonie sous hégémonie française pour une nouvelle relation décomplexée faisant la part belle aux réseaux parallèles et d'affaires où l'Etat africain est fragilisé et "fragilisable" aux plans économique et démocratique. Par contre, pour les pays non-francophones africains, surtout ceux disposant d'un pouvoir de négociation fondé sur les ressources ou la puissance économique ou militaire, des partenariats sélectifs et négociés pourraient voir le jour au cas par cas. Mais la concurrence des pays émergents et plus particulièrement de la Chine, de l'Inde, du Brésil et bien d'autres pays disposant d'avantages compétitifs indéniables, risque, à terme, de mettre fin à ce genre de réunion anachronique où une ancienne puissance coloniale convoque un continent au lieu d'organiser ce genre de réunion dans le cadre institutionnel des relations régionales Europe-Afrique.YEA.

2 juin 2010

© amaizo.info et afrology.com